

Le Bloc veut maximiser l'exploitation de la forêt en Outaouais

15 avril 2021 20h31

La combinaison des études produites par le Groupe Performance Stratégique inc. démontre que l'optimisation de l'exploitation de la forêt entraînerait la création de plus de 16 000 nouveaux emplois au Québec d'ici les 10 prochaines années.

La députée fédérale de Laurentides-Labelle, Marie-Hélène Gaudreau, et le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, ont tenu un point de presse virtuel, jeudi, afin de dévoiler les grandes conclusions de l'analyse de maximisation économique et environnementale de la filière forestière des Laurentides qui a été réalisée à partir de mars 2020.

L'étude fait également état de données pour l'Outaouais où le potentiel global de création d'emplois d'ici 2031 est estimé à 1839, alors qu'il se chiffre à 2806 dans les Laurentides.

«Si on accorde à l'industrie forestière et aux pratiques forestières et à la transformation de deuxième et troisième transformation, surtout des matières résiduelles de l'exploitation forestière, un financement le moins adéquat, le potentiel de création d'emplois est extrêmement important, en plus de diversifier l'emploi et d'avoir des retombées économiques majeures dans l'ensemble des régions du Québec», a affirmé M. Blanchet, notant au passage que le soutien fédéral à la filière forestière est de 76 M\$, alors que celui accordé à l'industrie pétrolière se chiffrait à 24 milliards de dollars.

Les impacts de la crise forestière

Malgré la crise forestière qui frappe de plein fouet l'Outaouais depuis la fermeture en octobre 2019 de l'usine Fortress de Thurso, il y a possibilité d'atteindre les projections annoncées dans le document produit par le Groupe Performance Stratégique inc., croit la députée bloquiste de Laurentides-Labelle.

«Il faut s'assurer d'avoir les sommes nécessaires, pas en prêts, mais en subventions directes au même titre que ce que l'énergie fossile et l'industrie automobile ont reçu depuis les dernières décennies. Le premier virage, c'est d'avoir l'accès aux capitaux pour les projets d'innovation, particulièrement dans les Laurentides et en Outaouais, afin de permettre une relance économique vert. La deuxième des choses, il faut consolider la ressource. [...] On doit s'assurer que quand l'industrie sera prête, elle devra avoir tous les moyens nécessaires pour aller de l'avant. Les chiffres le démontrent que s'il y a un changement au niveau du financement et qu'il y a un accès à la ressource correctement, nous sommes capables d'avoir 40% plus de main-d'oeuvre, et en plus, on aide à sauver notre planète», a affirmé Mme Gaudreau.

L'analyse de maximisation économique et environnementale de la filière forestière des Laurentides fait d'ailleurs référence à l'usine de Thurso à quelques reprises.

«Un des enjeux régionaux majeur est le blocage de la relance de l'usine Fortress de Thurso, qui fait disparaître un important marché pour les bois de trituration, de même que pour les essences feuillus sans preneurs de la région des Laurentides. Ce blocage a des incidences majeures sur la rentabilité de la filière régionale de récolte forestière tant privée que publique. Si on ne parvient pas rapidement à relancer ce projet majeur, il serait alors plus avisé de développer plusieurs projets individuellement plus petits, mais qui traiteront globalement le même volume de fibres. Cela

rendrait la région moins dépendante de la concrétisation d'un seul et unique projet d'envergure», peut-on lire dans le document de 76 pages.

«Un autre enjeu régional particulier aux Laurentides est que le système d'appui à l'industrie forestière au Québec priorise la grande forêt boréale du moyen-nord du territoire et qu'il néglige souvent les problématiques associées aux forêts à essences mixtes, comme celles des Laurentides et de l'Outaouais.»